

T'OKUP!

Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 45 (mai 2004)

www.squat.net/ea

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus), souvent en reprenant des tracts ou des communiqués écrits par différents groupes, parfois en laissant la place à des textes individuels. Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros sont consultables sur le net. *Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne*
Inscription sur la liste de mail (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

RÉPRESSION ET CRIMINALISATION Un projet de société ?

Les conditions de vie de la majeure partie des habitantEs de ce pays se dégradent sur fond de privatisation des services publics, de précarisation de l'emploi, de mise sous condition des assurances sociales et de spéculation sur un marché du logement déjà tendu. Cette situation s'accompagne d'une offensive sécuritaire et d'une tentative de restreindre les droits sociaux qui s'affichent désormais sans fard. L'Etat suisse ne fait bien entendu pas cavalier seul et des tendances similaires sont observables dans tous les pays qui nous entourent et bien au-delà. Les gestionnaires de l'Etat s'avèrent être clairement au service de la défense des intérêts privés des puissants. Contrôle et répression représentent eux aussi des débouchés pour de juteux profits et permettent de contenir et prévenir des potentielles fourdes populaires.

Mondialisation de la répression

Les polices aussi se mondialisent et le G8 de Gênes a passablement changé la donne. A Gênes, les forces répressives ont en définitive démontré qu'elles pouvaient, en Europe, faire ce qu'elles voulaient des manifestantEs. En Suisse de nombreux flics semblent prendre les événements de Gênes comme point de référence. Nombre de cadres des polices cantonales y étaient présents en tant qu'observateurs indépendants ou envoyés officiels.

Tournant dans la répression en Suisse

En Suisse un seuil a été franchi dans la répression en 2003 lors des manifestations contre le World economic forum (WEF). Pour la première fois la manif devant se dérouler à Davos avait été autorisée. Du moins sur papier, car sur le terrain les cerbères de l'Etat exigeaient que chaque manifestantE passe dans un sas de sécurité installé dans un bled entre Landquart et Davos afin d'être fouilléE, enregistréE et filméE. Un tri entre le bon grain et l'ivraie des manifestantEs devait y être effectué. La victoire du mouvement avait alors résidé dans un refus solidaire de se prêter à ce jeu-là et ce malgré les tentatives de division du Parti socialiste qui en bon parti gouvernemental n'y voyait pas de problèmes. Ce jour là, on passa de l'obligation de demander une autorisation de manifester octroyée collectivement, déjà discutable en soi, à une autorisation accordée individuellement.



Il y a eu ensuite l'agression par les forces anti-émeute, en gare de Genève, de manifestantEs voulant prendre le train après la manif contre l'OMC du 29 mars

2003. Si l'affaire de la balle marquante, tirée à bout portant sur une syndicaliste a fait grand bruit, la terreur ordinaire que les flics ont fait régner a quant à elle eu beaucoup plus de peine à sortir au grand jour. La syndicaliste gardera à vie des éclats de la balle, incrustés dans la peau du visage. Cet épisode s'est déroulé quelques mois avant le sommet du G8 d'Evian et peut être compris comme une opération pour dissuader les manifestantEs de revenir dans la cité du bout du lac à cette occasion de même que comme une ultime répétition générale.

G8 dans l'arc lémanique

Nous ne nous attarderons pas ici sur la période G8, si ce n'est pour dire que la répression s'était mise sur son trente et un et que depuis les forces anti-émeute se croient plus souvent qu'auparavant obligées de sortir dans leurs nouvelles tenues d'apparat comme s'il fallait justifier les dépenses engagées alors. Rappelons tout de même l'utilisation, pour la première fois en Suisse

TRAQUENARD POLICIER À LANDQUART (GR) 37 plaintes déposées

24 janvier 2004, Landquart, la police bloque le train de retour de la manifestation qui a eu lieu à Coire contre le WEF. Les gens sont chassés du train par les flics qui utilisent toutes les armes « non-létales » à leur disposition. La police refuse de laisser sortir les blessés. Selon la police, ce sont 1082 personnes qui sont fichées et retenues des heures dans le froid ce jour-là (détails dans T'Okup ! n°43). Malgré trois conférences de presse les me(r)dias ne jugent pas nécessaire d(e s)'informer sur le sujet.

Suite à cela un groupe s'est formé autour d'un avocat bernois, également concerné. 37 personnes, femmes, hommes, suisse romandEs, suisse allemandEs et tous âges confondus ont décidé de porter plainte. Ceci au niveau pénal, mais aussi civil afin de pouvoir réclamer des dédommagements auprès du canton des Grisons.

Sans se faire trop d'illusions sur l'issue des plaintes, le groupe espère par contre que les démarches juridiques aident à visibiliser la campagne politique qu'il compte faire là autour. Tout soutien est le bienvenu !

*Alternative Globalisierungsbewegung,
3550 Langnau, CCP 30-793238-2, mention
"Landquart"*

Le WEF fuit Salzburg Paranoïa totale à Varsovie

Les manifestations ont forcé le forum européen du WEF à s'exiler à Varsovie (28-30 avril). Une campagne de répression a été enclenchée visant à empêcher la visibilisation de l'opposition. La police harcèle et menace les activistes jusqu'à leur domicile. Les autorités s'appuient sur la loi sur les catastrophes naturelles pour cloisonner la ville en zones de sécurité. Bref, une fois de plus le WEF montre son souci de transparence...

romande, de grenades détonnantes lors des blocages à Lausanne le 1^{er} juin 2003, suivie d'une arrestation de masse au camping de la Bourdonnette mis à disposition par les autorités. A Genève, il y a eu une tentative similaire sur un pont, des razzias dans les rues, des blessés graves et bien sûr le raid sur l'Usine procédé par des flics en civil déguisés en «black bloc». Au bout du lac, les arrestations et inculpations pour émeutes se poursuivent à ce jour. Sur son site internet, la police genevoise a publié des photos de ce qu'elle a nommé des «casseurs avérés» en en appelant à la délation publique. Le nombre d'arrestations et d'inculpations post-G8 qui se poursuivent avoisinent actuellement la centaine. Deux activistes avaient été suivis durant deux mois puis embastillés durant une dizaine de jours. Elle et il sont toujours inculpés. Il nous faut encore mentionner le fait que la police a sectionné la corde au bout de laquelle deux activistes étaient suspendus afin d'opérer un blocage sur le pont d'autoroute de l'Aubonne. Un des activistes a été grièvement blessé en faisant une chute de vingt mètres. Il passera, avec trois autres activistes en procès à Nyon le 28 juin 2004.

Manifs de plus en plus improbables

Depuis le G8, il devient de plus en plus difficile de s'exprimer publiquement dans la rue. Ainsi à Genève, le 12 décembre 2003, la dispersion et la répression d'un rassemblement en zone piétonne d'une cinquantaine de personnes opposées au Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) révèlent l'acharnement des autorités sur la liberté d'expression. Des amendes viennent récemment de tomber.

Les blessés sont de plus en plus nombreux/ses lors des manifs. Des blessés et des arrestations, il y en a eu également lors de la grève d'Allpack dans le canton de Bâle-Campagne, lorsque le piquet de grève a été attaqué par les flics anti-émeute. Les ouvrières ont été menottées et embarquées.

Le 16 décembre 2003, un défilé singeant la cérémonie d'intronisation d'Armée XXI a également été agressé par les forces de l'ordre tirant une fois de plus des balles en caoutchouc à bout portant. Un des manifestants n'a, à l'heure actuelle, toujours pas retrouvé l'usage de son oeil touché.

Cette année encore, les mobilisations contre le WEF ont donné lieu à des débordements policiers. La répression s'est abattue sur les manifestants lors des manifs contre le sommet de Davos du 10 janvier à Winterthur, du 17 janvier lors de la manif Fribourg - Berne - Burgdorf - Langenthal, atteignant son apothéose le 24 janvier à

Landquart lors du retour de la manif de Coire. A cette occasion, plus de mille manifestantEs de retour de cette manif tranquille se sont faitEs terroriser, tabasser et humilier durant sept heures dans la neige et le froid. Ils/elles ont été fichés unE à unE dans le parking mis à disposition par la Coop. Le communiqué officiel du canton des Grisons ainsi que celui du Conseil fédéral diront que tout s'est bien passé lors du WEF 04.

Généralisation de la répression

Si jusque-là l'attitude des autorités communales vis-à-vis des manifestations variait passablement d'une ville à l'autre, on observe de plus en plus une uniformisation des pratiques. Elles vont dans le sens d'un traitement répressif du mécontentement social qui passe par des tentatives de criminalisation des mouvements et d'acharnement sur certainEs militantEs. A ce propos, l'inculpation à Genève d'Olivier de Marcellus pour incitation à la désobéissance civile, émeute, dommage à la propriété et violation de domicile durant le G8, alors qu'il était porte-parole du Forum social lémanique qui appelait à un «défilé pacifique», à des «sit-in ou autres types de blocage non-violent» et s'opposait «à toute atteinte aux personnes et aux biens» est révélatrice.

Soulignons que, si l'Etat tente de diviser les mouvements sociaux sur la question

de l'auto, le comptoir suisse ou encore la foire au oignons. Les autorités communales cherchent toutes à restreindre les droits démocratiques et notamment celui de manifester. A Genève un nouveau projet de loi particulièrement liberticide, mais qui reflète bien la tendance nationale, a été déposé par la droite et l'extrême-droite. Au menu de ce dernier nous trouvons par exemple: l'obligation de demander une autorisation 30 jours à l'avance, l'interdiction et la répression des manifs qui n'ont pas fait l'objet d'une demande d'autorisation ou qui n'ont pas été autorisées, le refus de délivrer une autorisation en fonction du thème de la manif, l'obligation pour les organisateurs/trices de contracter une assurance responsabilité civile, la mise sur pied d'un service d'ordre subordonné à la police. Ce projet de loi institue également la responsabilité personnelle des organisateurs/trices en cas de dommages matériels causés lors de la manif. A Neuchâtel, où des jeunes avaient appelé le 24 janvier à un rassemblement contre le WEF, les autorités avaient dans un premier temps demandé à ce qu'une assurance de responsabilité civile soit contractée. A Lugano, où les gens luttent pour la stabilisation du centre social «il Molino» les autorités ont saisi le prétexte de leur implication dans les luttes contre le WEF pour augmenter les pressions sur le centre. Quant à Berne, cela fait maintenant

plusieurs années que la Ville tente d'imposer des parcours de manifs qui évitent le centre ville arguant des nuisances que celles-ci représentent pour le commerce et les affaires.

Polices et armée en Suisse

En Helvétie, les expérimentations policières, en matière de nouvelles armes notamment, semblent encore facilitées du fait qu'elles relèvent de l'autorité des polices cantonales. Il y a bien, au niveau fédéral, une commission technique de la police mais celle-ci a pour seule tâche de tester les nouvelles armes et de donner des conseils sur leur utilisation ou non. Il en résulte une très

grande marge de manoeuvre des cantons qui semblent faire entièrement confiance aux hiérarchies policières qui ont ainsi les coudées franches. Les parlementaires fédéraux s'accommodent fort bien de cette situation puisque cette année encore, ils/elles ont refusé une proposition de loi fédérale sur les armes de la police. C'est le primat de la police sur le politique. Le domaine où l'arbitraire et l'expérimentation policiers peuvent s'exprimer le plus librement est indéniablement celui qui touche les réquérantEs d'asile et les immigrés.

A cela, il faut ajouter le rôle de plus en plus prépondérant que joue l'armée. Rappelons qu'en 1991 les troupes avaient été mobilisées aux frontières pour repousser une supposée invasion de réquérantEs d'asile. Aujourd'hui, les troupes sont dotées de tâches de police comme durant le G8 ou autre WEF. Même



de la violence, le fait de parsemer les appels d'adjectifs tels que «non-violent» ou «pacifique» ne met aucunement à l'abri de poursuites et de la violence autrement plus réelle de l'Etat. Se déclarer pacifiste et non-violentE est une obligation, une tentative de soumettre les gens à l'ordre établi, comme à une autre époque le devoir de saluer le chapeau du bailli perché en haut d'un mât relaté dans un des mythes fondateurs de ce pays où il était question d'un certain Guillaume. La violence de l'Etat n'a donc aucunement besoin de la violence du mouvement social pour s'abattre sur celui-ci. D'ailleurs, si cette dernière n'existe pas, l'Etat l'invente en assimilant par exemple quelques sprayages à des saccages.

L'Etat semble ne vouloir accepter plus que les manifestations qui ne remettent pas en cause l'ordre social, telles que le salon

l'aviation y participe pour mieux nous suggérer un danger imminent, alors que les premiers dangers sont justement ces polices et cette même armée.

La situation lausannoise

Récemment il nous a été donné d'assister à un déploiement ubuesque de flics anti-émeute cantonaux et municipaux à Lausanne lors d'une ballade à vélo de cent cinquante personnes protestant contre l'évacuation des squats.

La situation à Lausanne montre que la couleur politique d'une ville importe de moins en moins et avec les années, l'arrogance de ce qui dans les prospectus publicitaires électoraux est présenté comme la «gauche» vaut finalement dans la pratique bien celle de la droite. Cette municipalité de «gauche» n'a pas attendu la grève d'Allpack à Reinach pour faire charger par la police un piquet de grève aux Presses Centrales en 2001. Récemment des syndicalistes ont été condamnés pour avoir, suite à cet épisode, modifié quelque peu le parcours de la manif du 1er mai de la même année pour manifester devant l'entreprise en question. Verdict: quatre syndicalistes condamnéEs de 3 à 5 jours de prison avec sursis ainsi qu'à 8'000.- de dédommagement aux Transports lausannois (TL). Il est à noter que des flics se sont rendus au siège du syndicat Comedia pour exiger la remise des procès-verbaux relatifs à la préparation du 1er mai, sans quoi ils menaçaient de revenir avec un mandat de perquisition. Bien leur en a pris, puisque aussi incroyable que cela paraisse, le responsable syndical a obtempéré. C'est semble-t-il sur la base de ces PV que les condamnations ont été prononcées.

Il nous faut ici également relever le rôle que jouent les TL dans la répression des manifestations. Régulièrement les TL qualifient les manifs de « prise d'otage » des usagers. Il y a quelques années, les TL ont été jusqu'à tenter d'extorquer 10'000 fr. aux deux personnes ayant déposé la demande d'une manifestation de la fonction publique en guise d'une sorte de droit de passage du Grand Pont.

Mentionnons encore la chasse aux africains à laquelle s'adonne la police depuis quelques années au prétexte de lutter contre les dealers. Trois zones d'interdiction ont été créées à l'usage des «requérants d'asile dealers»: St Laurent, la gare, la place de la Navigation. Pour être interdit de ces zones nul besoin d'être arrêtéE en possession de quelques substances illicites. Il suffit d'être contrôléE quatre fois dans les zones en question!

Les videurs et autres services d'ordre qui fleurissent de nuit devant les pubs et autres bars soient également à mettre à l'actif de prescription émanant de la municipalité. C'est tellement plus sympa de se faire fouiller avant d'aller boire un verre.

Sur le front du logement, des squats et autres espaces culturels autonomes la municipalité a également innové cette année. Nous assistons à un véritable nettoyage de la ville, la municipalité ne se gênant plus désormais d'expulser en plein hiver, et le fait qu'aucun projet concret n'existe sur les maisons en question n'y change rien. Elle se permet aussi de couper eau et électricité (Rôtillon). Jusqu'à présent, la municipalité se refusait de procéder à des expulsions si aucun projet n'existait sur une maison occupée. La nouvelle ligne semble être de prétexter la séparation des pouvoirs entre le judiciaire et l'exécutif. On peine à y croire lorsque, comme dans le cas du Puits, c'est la ville elle-même qui dépose plainte puis procède à l'évacuation du lieu culturel. Lors de la dernière manif pour le droit au logement du 27 mars les manifestantEs se sont vuEs encadrer par les flics anti-émeute sous le regard éberlué des badauds.

Ce texte est loin d'être exhaustif. Partout la tactique policière semble être d'isoler non seulement politiquement les personnes qui s'opposent collectivement aux coupes réglées du capitalisme, mais également physiquement en déployant des dispositifs policiers énormes, non pas - comme l'affirme le cdt Hagen[b]locher - pour ne pas avoir à utiliser la force, mais bien pour séparer, isoler, couper les manifestantEs du reste de la population. La force, les flics lausannois ne se sont guère privés d'en faire usage, lorsqu'à l'abri des caméras, ils ont eu l'occasion de tabasser les squatters de la Riposte lors de la deuxième évacuation. N'ayant pas de dangereux terroristes islamistes à brandir, il semble que les milieux gravitant autour de l'Espace autogéré fassent amplement l'affaire. A la question du pourquoi de tels déploiements policiers posée par un membre du Groupe anti-répression, le syndic a répondu qu'il en serait désormais ainsi lorsque les gens de l'Espace autogéré descendent dans la rue car depuis le G8 on ne peut plus s'y fier! On ne résiste pas ici à citer le cdt Hagen[b]locher: « Personne ne peut savoir si une manifestation sera pacifique ou non.



Qui plus est lors d'un défilé non autorisé (...) qui soutient une action illicite, à savoir l'occupation d'habitation. On est loin d'un contexte pacifique » (24H 17.2.04).

Le fait que le même dispositif a été déployé lors de la manif suivante qui elle était autorisée suffit à souligner l'ineptie des propos. D'autre part, on attend toujours que les autorités nous dressent la liste de ces effroyables saccages qui auraient eu lieu ces dix dernières années. Mais la question n'est pas là, la Municipalité et ses flics veulent mettre la ville au garde-à-vous: une ville moderne, où tout se paie, où même s'amuser à un prix, où ne reste plus que le droit de consommer pour celles et ceux qui en ont les moyens. Mais certainEs l'entendent d'une autre oreille. Les mauvaises herbes, quand on les arrache, ça repousse toujours!

Procès du pont d'Aubonne

Le 21 avril, le groupe du Pont était de passage à Lausanne. Une vidéo a été passée. On y voit comment la police intervient contre un blocage d'autoroute visant à retarder les délégations du G8 l'été passé. Les policiers arrachent les banderolles d'avertissement, refusent tout dialogue, arrachent les gens de la chaussée, et malgré les avertissements, un agent coupe la corde, provoquant la chute d'un activiste d'une hauteur de 20 mètres, le blessant grièvement; la circulation est rétablie alors qu'il y a encore des activistes sur l'autoroute. Les images contredisent les versions officielles transmises aux médias par les autorités, on voit l'amateurisme de la police et l'arrogance du chef des opérations. On y voit aussi la police militaire, alors que selon les autorités, l'armée n'est jamais en contact avec les manifestantEs.



3 des activistes passeront en procès le 28 juin à 9h à Nyon pour entrave à la circulation et mise en danger de la vie des automobilistes. RDV pour une action symbolique non-violente. Le procès sera précédé d'un meeting anti-répression du 26 au 28 juin à Genève (inscription nécessaire).

La police, elle, n'est toujours pas inquiétée. L'enquête est conduite de telle manière qu'elle a dû être confiée à un nouveau juge !

La vidéo est à diffuser le plus largement possible, disponible à: aubonne@no-log.org ou 078/683.64.05
www.aubonnebridge.net

Blocage durant le G8 Lourde peine contre une activiste

Pendant les manifestations contre le G8 en 2003, une activiste a été arrêtée lors d'un blocage d'autoroute près de Morges. Du 1^{er} au 4 juin, elle a été en détention préventive à la prison de Lonay.

Pendant le blocage, cette femme se trouvait à une distance d'environ 150 mètres des autres activistes et rendait visible, à l'aide d'un drapeau, le blocage afin d'éviter des accidents (l'inculpée a fait cette déclaration au juge d'instruction). Bien que les dépositions faites par les policiers soient contradictoires, le juge d'instruction n'a pas tenu compte des arguments de la défense. L'accusée a été inculpée selon l'article 237 CPS «Entrave à la circulation publique» à 45 jours de prison avec 3 ans de sursis. Elle a fait recours contre cette inculpation. Lundi 26 janvier 2004, le procès a eu lieu à Morges. La peine a été revue à la baisse : 20 jours de prison avec deux ans de sursis.

Le groupe Antirép de Lausanne (GAR) et l'Anti-Répression à Berne, protestent contre le jugement sus-mentionné. Il signifie une restriction importante des droits fondamentaux, notamment de la liberté d'expression et du droit de manifestation. Il est également une tentative d'opprimer et de criminaliser toute critique contre le système.

Maisons détruites à Malley

La piste Al Quaida écartée

La Poste revendique

C'est sous ce titre que de fausses manchettes du *24Heures* ont été mises dans les bus TL pour dénoncer l'évacuation des squats de la Riposte et du Facteur, tous deux propriété de la Poste. La première est actuellement un joli cube (photo, Grand-Pré 2 à Lausanne). Expulsée et réoccupée, la Riposte a mobilisé une centaine d'hommes/femmes qui ont bouclé tout le quartier, plusieurs occupantEs ont été violemment frappés et étranglés. Expulser en plein hiver (c'était en février) pour laisser vide: beau boulot, rien à dire... Le Facteur a été rasé sous haute surveillance policière, actuellement terrain vague...



La Poste restructure, licencie et expulse

Le Puits: amendes monstres

Non contentes d'avoir évacué et muré l'espace culturel du Puits au Rôtillon (cf T'Okup! 42 et 43), voilà que les autorités infligent 15'000 frs d'amende au Collectif du Puits pour les concerts qui y ont eu lieu. Une fête de soutien aura lieu à l'espace autogéré le 15 mai.

Nouvelles d'Yverdon

Clendy c'est fini! Le 31 mars nous avons quitté la maison qui sera détruite pour céder sa place à un immeuble locatif. Actuellement, un mois plus tard, rien n'a bougé!

Peu avant la fin du squat de Clendy, nous avons occupé une autre maison au ch. Occidental n°1, propriété des frères Stoll, gros maraîchers de la région. Plainte a été déposée le jour même. Un des frères s'est distingué par son style cow-boy « J'avais chercher mon fusil d'assaut! » ou « Je détruis la maison en 1 heure, que vous soyez dedans ou pas! ». La Municipalité d'Yverdon a publié un communiqué de presse déclarant que nous pouvions « toujours rentrer chez nos parents » et que cela concernait la justice et rien que la justice...

Quant à nous, après avoir nettoyé la maison et changé presque toutes les vitres, nous avons commencé à aménager l'atelier vélo, la friperie, le jardin potager, un four à bois et même un tipi! Prochain rendez-vous:

lundi 3 mai, concert avec Activna Propaganda (SL), Anaeroba (SL) et Restate Life (DE) dès 21h.

Squat expulsé à Delémont

Le 23 avril, le premier squat de Delémont est expulsé pour la deuxième fois en une semaine. Plusieurs personnes ont été blessées par la police cantonale et mordues par ses chiens. Une des personnes a encore été tabassée au poste: mâchoire cassée! Affaire à suivre.

Marco Camenisch en procès

du 10 mai au 4 juin à Zurich

Marco Camenisch est un combattant anti-nucléaire anarchiste. Il est un des nombreux/ses militantEs révolutionnaires de l'époque des années 70 qui sont toujours en prison. De plus amples détails sur son parcours se trouvent dans le T'Okup! n°32.

En avril, une tournée de solidarité a parcouru la Suisse pour informer sur la situation de Marco, l'histoire des luttes anti-nucléaires et mobiliser pour le procès. Malgré toutes les années passées en détention et des problèmes de santé importants, Marco ne s'est jamais résigné. Aux procès, il a lu des déclarations et revendiqué le statut de prisonnier politique. En prison, il a fait plusieurs grèves de la faim pour dénoncer les conditions de détention. Durant tout ce temps, il n'a jamais cessé de faire parvenir des lettres, des communiqués et des articles à la presse anarchiste et révolutionnaire, dont récemment contre le WEF.

Prochaines échéances:

Samedi 8 mai

Manif « Liberté pour Marco Camenisch », 14h Hechtplatz, Zurich,

Le soir: conférence avec des observateurs/trices internationaux du procès au Volkshaus.

Lundi 10 mai

1^{er} jour du procès, rdv 8h30 devant le tribunal, Hirschengraben 15, Zurich

Contact

marco_camenisch@bluemail.ch

Infos générales (en all.) www.freecamenisch.net

Ballade Antifasciste à Berne

Le 20 mars, plus de 4'000 personnes ont défilé à Berne lors de la 5e balades nocturne antifasciste "contre les bureaucrates de droite et la présence des nazis dans la rue". Les néonazis et les groupes d'extrême-droite ne forment que la pointe de l'iceberg. Ils s'engouffrent dans la brèche ouverte par l'UDC et les autres partis bourgeois.

Déjà ostensiblement présente lors de la manif contre la guerre en Irak l'après-midi même, la police a massivement encadré la manif. Malgré les intimidations (tirs rapprochés de balles caoutchouc, encerclement incompréhensible, déviation du trajet prévu, transport des effectifs avec des véhicules blindés de l'armée, etc.), des échauffourées n'ont éclaté qu'à la fin de la manif, quand la police a laissé des supporters hooligans défilier en faisant le salut nazi sur un pont en direction de la ballade antifasciste.



Contre la vague fascisante et ultra-libérale de l'UDC

Pl. de la Gare, LA CHAUX-DE-FONDS

SAMEDI 15 MAI, 15h

Manif suivie de concerts

G8 À GÈNES

Le temps des procès

Le 6 mars a débuté à Gênes le procès de 25 personnes qui étaient allées manifester en juillet 2001 contre le G8. Elles sont accusées sur la base d'un délit rarement constaté en Italie: dévastation et saccage. La peine? Entre 8 et 15 de prison. L'accusation a présenté une vidéo de 3 heures et 150 témoins. Le tribunal a par contre rejeté la demande de la défense d'examiner la gestion de l'ordre public dans son ensemble lors du G8 de Gênes, pour contextualiser le comportement des manifestantEs. Mais il a accepté la liste des témoins présentée par la défense, qui inclut le vice-président du gouvernement italien, le fasciste Gianfranco Fini, qui se trouvait durant ces jours à la salle opérationnelle du bureau principal de police de Gênes. Les ministres de l'Intérieur, de la Défense, de la Justice et la Présidence du Conseil se sont constitués partie civile contre les manifestantEs (1). A partir du 4 décembre 2002 (2), les personnes sous enquête ont subi tous genres de mesures de « précautions ». Par exemple, le sicilien Gimmy s'est tapé une année de taule (3). C'est un scénario qui fait craindre des condamnations « exemplaires ». 25 personnes risquent de devenir le bouc émissaire de tout un mouvement (4). Toujours en mars, les 93 personnes massacrées pendant le raid à l'école Diaz ont été disculpées: selon les juges, elles n'avaient commis aucun délit. Les mois précédents, les enquêteurs avaient prouvé de long en large les 'faux' de la police: des procès-verbaux aux preuves, en passant par l'agression au couteau inventée par un agent. L'audience préliminaire du procès des policiers considérés responsables des violences de ces journées ne s'ouvrira que le 26 juin. Plus de 73 d'entre eux - la plupart des hauts responsables - ont entretemps bénéficié de promotions et d'éloges. Le juge devra en décider le renvoi effectif devant la justice. On croise les doigts.

<http://italy.indymedia.org/features/genova>

(1) <http://italy.indymedia.org/news/2003/11/430989.php>

(2) http://italy.indymedia.org/archives/display_by_id.php?feature_id=371

(3) http://italy.indymedia.org/archives/display_by_id.php?feature_id=938

(4) <http://italy.indymedia.org/news/2004/01/470454.php>

AGENDA

Samedi 8 mai

Soutien No-Border, films, concerts

Samedi 15 mai

Soutien au Puits, djs, concerts

Samedi 29 mai

Tribute to Dead Kennedys

ACTIVITES REGULIERES

de l'espace autogéré:

Chaque jeudi à 20h, restaurant végétarien.

www.squat.net/ea (Agenda)